

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2298>



Contribution aux débats du CDFN de janvier 2017

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Janvier 2017 -



Date de mise en ligne : vendredi 20 janvier 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le 11 janvier 2015, des milliers de personnes manifestaient pour dire leur haine du terrorisme, pour témoigner de leur solidarité avec les victimes (« je suis Charlie ») et pour défendre la liberté d'expression comme droit fondamental.

Depuis deux ans, d'autres attentats ont causé de nombreuses victimes et ont profondément meurtri la population. Le gouvernement n'a eu de cesse de renforcer l'arsenal judiciaire, il a même souhaité mettre en place la déchéance de nationalité, et il a prolongé l'Etat d'urgence au fil des mois, sans que cela n'empêche pour autant les attaques terroristes. Il aurait pu promouvoir davantage de démocratie, miser sur une société plus solidaire, mais il a fait le choix inverse : en développant une politique répressive, il s'est attaqué aux libertés publiques, et a peu à peu imposé une société du contrôle. Il a ciblé comme responsable la population musulmane, il a fait la chasse aux migrants, et a multiplié les poursuites envers les militant-es qui leur témoignaient leur solidarité. Ce gouvernement porte une lourde responsabilité dans la fracture actuelle de notre société

Et sa responsabilité est importante également sur bien d'autres sujets : la politique résolument libérale qu'il a menée durant tout le quinquennat (politiques d'austérité renforcée, loi Macron et loi Travail, Pacte de responsabilité, ANI...) n'a eu de cesse d'affaiblir les droits des salarié-es sans apporter de mieux au plan économique, sans résoudre durablement la question du chômage. L'évasion fiscale n'a pas été combattue par ce gouvernement, il a même poursuivi des militant-es d'Attac engagé-es fin 2016 dans des actions pour la dénoncer...

Le bilan est sombre, Hollande l'a compris tant il est discrédité dans l'opinion publique. Les gesticulations des candidats à la primaire de la gauche ne permettront pas d'effacer les renoncements et les trahisons de ce gouvernement qu'on ne peut évidemment pas imputer au seul président. Valls pousse le cynisme jusqu'à dire qu'il supprimera le 49-3 s'il est élu, après avoir abusé de ce dispositif anti démocratique pour faire passer les lois rejetées par tous, y compris par sa majorité (loi Macron et loi Travail). Personne n'est dupe, et rien n'efface la brutalité dont ce gouvernement autoritaire a fait usage.

La dégradation se poursuit...

Malgré les annonces, la situation sociale et économique ne s'arrange pas : les chiffres du chômage masquent une réalité faite de précarité renforcée, notamment pour les jeunes, qui ne connaissent aucune embellie au niveau de leur insertion

professionnelle. La situation des salarié-es est toujours difficile, en témoignent les mobilisations dans des secteurs aussi divers que les fonctionnaires de Police, les VTC ou encore les salarié-es des chantiers navals de St Nazaire. Partout, les droits collectifs sont affaiblis, et les réformes en cours s'inscrivent dans cette ligne : la loi Macron porte atteinte à la durée et à la qualité du travail en permettant l'ouverture des commerces le dimanche, elle met les salarié-es en concurrence, renvoie à l'échelle de l'entreprise l'application de cette amplitude de temps travaillé et instaure de fait un rapport de forces qui n'est pas au bénéfice des salarié-es. Loi Macron, loi Travail : les attaques contre le droit du travail et la destruction des acquis sociaux des salarié-es sont bien l'oeuvre d'un gouvernement socialiste

Quelles conséquences de ce bilan ?

Il ne faudrait pas euphémiser un tel bilan et sous-estimer les conséquences pour l'avenir : une partie non négligeable de la population se tourne désormais vers l'extrême droite pour espérer changer la société. Le Front national connaît une importante progression, y compris parmi les fonctionnaires. Les politiques anti-sociales menées depuis 4 ans en sont une cause importante. Il est vital pour le mouvement syndical de se démarquer nettement de l'extrême droite, dont les constats peuvent rejoindre les nôtres, en organisant des mobilisations promouvant des alternatives sur la base de revendications concrètes.

Les politiques éducatives sont également contestées par nos collègues... Les moyens alloués dans l'EN (insuffisants, il faut le souligner) ne font pas oublier la nocivité des réformes des rythmes scolaires et du collège... Nombre de dispositifs en place visent le démantèlement du cadre national, davantage d'autonomie (donc d'inégalités), l'individualisation pour les élèves comme pour les personnels, la promotion du mérite...

Autant de notions qui affaiblissent le service public parce qu'elles vont à l'encontre de ses valeurs, notamment l'égalité de traitement. Les enseignant-es sont en souffrance, perdent le sens de leur mission, voient leur métier dénaturé. La mobilisation importante dans les lycées d'éducation prioritaire (EP) témoigne aussi de ce malaise enseignant : les lycées anciennement labellisés réclament leur classement EP, ils ont mené des actions et des grèves depuis 4 mois, et poursuivent une mobilisation qui s'étend à plusieurs académies, de façon déterminée. Il faut encore une fois déplorer le passage en force et l'absence de prise en compte de la mobilisation par la ministre.

Ailleurs dans le monde

Le contexte européen et international n'est certes pas encourageant non plus, et participe des difficultés actuelles que nous connaissons : la guerre en Syrie fait des milliers de victimes,

le gouvernement turc piétine les droits humains, pourchasse le peuple kurde et les opposant-es à son régime autoritaire, les attentats se multiplient et frappent de très nombreux civils, les populations fuient leurs pays en guerre, d'autres migrent pour échapper à la misère engendrée par les politiques d'austérité. La montée des populismes, des partis xénophobes et néofascistes distillent la haine de l'autre et la recherche de boucs émissaires. En Europe, certains pays dressent des murs pour empêcher l'entrée de réfugié-es sur leur sol. Les replis réactionnaires se multiplient : chasse contre les migrant-es, menaces contre les droits acquis (IVG en Pologne, par exemple), attaques contre les libertés avec la généralisation des politiques sécuritaires. Cette situation agit comme une chape de plomb sur la population, le climat est tendu et il est difficile de porter un message d'espoir dans ce contexte. Pourtant, il n'est pas possible pour le syndicalisme de rester spectateur d'une telle dégradation, et d'attendre sans agir jusqu'aux élections de mai prochain...

Nos tâches syndicales

Au niveau syndical, nous avons mené des batailles durant ce quinquennat (contre l'état d'urgence, contre la loi Travail, contre les réformes éducatives), et nous avons eu raison de le faire. Il nous faut donc poursuivre dans cette direction, porter un regard critique et dénoncer tout ce qui ne permet pas d'aller vers une société plus juste et plus solidaire. Les programmes de la droite et de l'extrême droite représentent, sans surprise, une violente attaque contre les valeurs démocratiques et de justice sociale : nous devons évidemment les combattre, et porter un projet ambitieux pour y faire face, pour redonner espoir à la population, et ne pas sembler défendre ce qui serait au contraire un « moindre mal ». Pour ce faire, nous avons besoin de regrouper nos forces, pour défendre les acquis, mais pour préparer également les offensives qui ne manqueront pas d'arriver. Nos partenaires syndicaux de lutte et de transformation sociale sont plus que jamais des partenaires privilégiés, il nous faut travailler à construire un outil pérenne avec la CGT et Solidaires, et ceux qui le souhaitent, pour constituer un front syndical pour la défense des droits collectifs et de l'intérêt général. L'appel commun souhaité par la sd 77 (rejointe par d'autres) serait à même d'initier ce rapprochement.

Tous les espaces collectifs qui vont dans le sens des valeurs de transformation sociale que nous portons doivent être investis. C'est le cas notamment avec la Convergence des services publics qui localement et au plan national veut contribuer à la construction d'un vaste mouvement contre les politiques d'austérité en promouvant les services publics du XXIème comme alternative aux politiques libérales. C'est aussi le cas avec la mobilisation féministe qui se met en place pour dénoncer les inégalités salariales et construire

une journée d'actions et de grève autour du 8 mars, dans laquelle la CGT et Solidaires sont déjà très impliquées.

Enfin, c'est le cas de la démarche initiée par Attac, que la FSUa signée, pour permettre la convergence des mouvements

sociaux et la visibilité de leurs analyses et revendications.

L'objectif est de permettre, comme lors des forums sociaux, de placer la question sociale au centre des préoccupations, et d'élaborer collectivement toutes les formes de mobilisations nécessaires. Dans ce cadre, Attac propose de travailler avec celles et ceux qui le veulent, pour mettre en évidence les enjeux que représente la répartition des richesses afin de financer les besoins sociaux et notamment les services publics : la FSU doit prendre toute sa place pour y porter ses revendications.

C'est également un outil qui permettra de résister face à la répression qui se poursuit, face à la criminalisation du mouvement syndical et social qui ne cesse de sévir : les militantes contre l'évasion fiscale en ont fait les frais, certains d'entre elles/eux, ont été en procès à Dax début janvier.

De même la FSU doit signer l'appel de VISA « Pour l'unité syndicale face à l'extrême droite », qui vise à élargir l'arc unitaire pour combattre le FN. Localement, la FSU s'engage et prend sa place, avec ses militant-es, dans toutes les mobilisations pour défendre les militant-es inculpé-es pour délit de solidarité, dans la vallée de la Roya ou d'ailleurs. Il est important que sur tous ces sujets, la FSU s'engage résolument au niveau national également : la fédération et tous les militant-es sont aux côtés de celles et ceux qui se battent pour la défense des droits, des libertés ; contre l'extrême droite, les discriminations, les injustices.